



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation / n°195, du lundi 17 au vendredi 21 décembre 2018

L'actualité nous oblige à changer de rythme. Le Cel s'offre un supplément hebdo.

La Mauvaise Herbe n°5 vient de paraître.

Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

"La révolte sociale persiste face à la politique antisociale et autoritaire du gouvernement"*...

En régions, à Paris, la semaine passée, lycéennes et lycéens ont bloqué leur bahut pour combattre les réformes Blanquer et Parcoursup. Plusieurs facs ont été bloquées et des partiels annulés pour dénoncer l'augmentation des frais d'inscription pour les étrangers. Vendredi, plusieurs milliers de manifestant.e.s ont défilé à Paris (15000), Grenoble (2000), Lyon (3000)... L'interfédérale* de l'éducation réunie à l'issue des manif appelle à "se joindre aux actions de la semaine à venir. Des préavis de grève nationaux ont été déposés pour toute la semaine du 17 au 22 décembre."

L'école de la défiance

Le 5 décembre, le sinistre Blanquer envoyait un message aux enseignant.e.s des collèges et lycées pour leur demander de jouer l'apaisement au lieu d'appeler les élèves à « se mêler aux désordres urbains », ce que notre fédération a dénoncé en retournant contre lui son communiqué (voir cnt-f.org/fte).

Le 13 décembre, le DASEN des Bouches-du-Rhône demandait aux chefs d'établissement d'empêcher les tenues de réunions entre profs, élèves et éventuellement parents pour éviter que « ne s'installent (...) des éléments d'information relatifs à la réforme du lycée et du baccalauréat, tronqués, incomplets voire fallacieux », et incitant les chef.fes à « rester maîtres des messages » et de la communication autour des réformes.

Tout cela ne manque pas d'inquiéter sur la volonté de notre hiérarchie, à commencer par Blanquer lui-même,

de mettre au pas les personnels et toute contestation. C'est également à mettre en relation avec le projet de loi « pour l'école de la confiance », dont l'étude d'impact remise aux parlementaires envisage tout à fait sérieusement la révocation des enseignant.e.s qui chercheraient « à dénigrer auprès du public par des propos gravement mensongers ou diffamatoires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire (...) notamment par le biais de publications sur des réseaux sociaux ». Attention : surtout pas de vagues...

Et si, au lieu de nous faire taire, cela alimentait notre colère déjà grande face au matraquage des réformes, et à nos conditions de vie et de travail ? Finalement, tous ces signes ne sont-ils pas surtout les symptômes de la grande crainte du ministre et de son gouvernement devant la grogne sociale croissante dans l'hexagone ? Et si... la peur était en train de changer de camp ?

Samedi 15. Impressions. Acte V

Paris. Les rideaux levés des galeries Lafayette ce samedi 15 décembre livrant aux regards l'obscénité des Noëls de la consommation ne pourront jamais plus nous faire oublier qu'ils étaient baissés pour l'acte IV. Malgré les violences policières (1052 blessé.e.s), malgré les interpellations préventives (600 la semaine passée à Paris), malgré la propagande, le froid, la pluie..., des milliers de gilets jaunes, oranges, noirs (les k-ways !) ont longuement marché traversant Paris dans tous les sens. Nassé.e.s à St Lazare, à Opéra ou sur les Champs... plusieurs défilés de centaines voire de milliers de manifestant.e.s ont réussi à faire courir

les condés. St Lazare, République, Bastille, Le Marais, Châtelet, Palais Royal, impossible de les rater et de les compter. Pas un.e ne parle d'essoufflement, ils et elles étaient là la semaine passée, elles et ils seront là samedi prochain. Toutes et tous disent que ce n'est qu'un début...

En régions, là où les dispositifs policiers n'empêchent pas de manifester, la démobilisation n'est qu'un rêve pour les médias aux ordres. A Montpellier, les *gilets* étaient deux fois plus nombreux le 15 que le 8 où la mobilisation était déjà en hausse par rapport au samedi précédent. Les blocages et péages gratuits se poursuivent. Toujours à Montpellier, le principal péage à l'ouest est tenu et gratuit depuis 3 semaines !

Briançon : prison ferme pour délit de solidarité

Les syndicats de la CNT de l'Isère s'insurgent contre la décision du tribunal de Gap qui a choisi de condamner 7 personnes solidaires des migrant-e-s à des peines de prison.

Rendu ce jeudi 13 décembre, le verdict est révoltant : Benoît, Théo, Bastien, Lisa et Eleonora ont été condamnés à 6 mois d'emprisonnement avec sursis simple. Juan a été condamné à 12 mois d'emprisonnement dont 8 avec sursis simple et 4 fermes et Mathieu à 12 mois d'emprisonnement dont 4 fermes et 8 avec sursis avec mise à l'épreuve.

Par cette décision, le tribunal consacre :

- La répression pour les militant-e-s antifascistes et les personnes qui secourent les migrant-e-s en danger de mort dans les Alpes.

- L'indifférence complice quant aux agissements du groupe ouvertement fasciste «Génération Identitaire» qui se permet, au même endroit et au même moment, de s'organiser en milice pour «chasser» des exilé-es en détresse sans susciter aucune réaction des autorités.

S'il fallait une illustration d'une justice de classe qui réprime la solidarité et tolère la promotion et l'organisation de ratonnades, nous l'avons. Quant à « l'indépendance » politique de cette même « justice », il serait plus raisonnable de croire au père Noël.

Nous saluons l'attitude courageuse et exemplaire des personnes qui s'opposent concrètement aux agissements des groupes fascistes où qu'ils se trouvent.

Nous saluons les actes de solidarités envers l'ensemble des personnes en situation de détresse comme le sont les migrant-e-s livré-e-s aux conditions extrêmes de la traversée des Alpes à plus de 1 500 m d'altitude sans vivre ni équipement.

L'état et son appareil judiciaire traquent et enferment les exilé-e-s, tolèrent les manifestations fascistes, ferment les yeux sur les exactions policières et répriment les 7 de Briançon.

La CNT 38 s'efforcera de soutenir toutes les personnes militant-e-s pour la justice sociale et la solidarité. Ses syndicats participeront au combat contre toutes les formes de replis identitaires et de violences contre les personnes en détresse même quand ces violences sont perpétrées par l'État et se drapent dans une légalité qui ne les rend pas plus légitimes.

Les travailleuses n'ont pas de pays,
les travailleurs n'ont pas de patrie :
solidarité internationale !



Nous, Collectifs de Sans-papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations et Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements dans tout le pays le 18 décembre à l'occasion de la Journée Internationale des MigrantEs.